

En sécurité, ensemble : soutenir les personnes survivantes et leurs enfants dans leur parcours au sein du système de protection de l'enfance

Kate Feeney, Sandra Pronteau,
Heather Spence, Sharnelle Jenkins-Thompson,
Amy Zhou et Cheyenne Stonechild

Mardi 14 juillet 2026

13 h à 14 h 30 HE

EN

FR

CC





West Coast LEAF

Safety Together [Ensemble en sécurité] : lutter contre la violence fondée sur le sexe et le système de surveillance et de contrôle des familles et

Guide à l'intention des avocat·e·s et des intervenant·e·s sur les droits des parents pendant les enquêtes menées par les services à l'enfance et à la famille (SEF)





Reconnaissance territoriale

La **West Coast LEAF** reconnaît respectueusement que son bureau est situé sur les territoires traditionnels, ancestraux et non cédés des Coast Salish, y compris les territoires des Nations **xʷməθkʷəy̓əm** (Musqueam), **Skwxwú7mesh** (Squamish) et **səl̓ílwətaʔ** (Tsleil-Waututh).



À propos de West Coast LEAF

En collaboration avec la communauté, nous utilisons des stratégies juridiques pour œuvrer à l'avènement d'une société juste et égalitaire pour toutes les femmes et les personnes qui subissent de la discrimination fondée sur le sexe.



À propos de la Family Well-being Coalition

Nous mettons en place des espaces de plaidoyer systémique qui remettent en question le contexte actuel de la surveillance et du contrôle des familles en C.-B. et qui placent le bien-être des familles au cœur des priorités.

Notre intention est de valoriser et d'amplifier la sagesse et l'expertise des dirigeant·e·s autochtones, des familles, des Aîné·e·s et des intervenant·e·s, afin d'appuyer le travail continu visant à transformer, à repenser et à se réapproprier le système, qui demeure actuellement un système d'intervention coloniale en cours, pour en faire un système dans lequel tous les enfants, toutes les familles et toutes les communautés pourront s'épanouir.

Les objectifs de ce projet étaient les suivants :

- Comprendre comment la violence fondée sur le sexe et les interactions avec le système de surveillance et de contrôle des familles de la C.-B. peuvent se conjuguer pour accroître le risque de préjudice pour les personnes et les familles.
- Explorer les services et les soutiens qui permettraient de prévenir ou de réduire les répercussions néfastes de la violence fondée sur le sexe et du système de surveillance et de contrôle des familles de la C.-B. pour les personnes et les familles.
- Déterminer les changements à apporter aux lois, aux politiques, aux programmes et aux services afin d'améliorer la sécurité et le bien-être des personnes et des familles.
- Faire avancer ces changements en communiquant les résultats de recherche aux participant·e·s, aux communautés, au public et aux intervenant·e·s.





WEST COAST LEAF / Safety Together



Collaborateurs·trices et personnes ayant soutenu le projet



Michelle Buchholz | **CASSYEX** CONSULTING



Nos constatations

1

**L'histoire commune de la VFS
et de la surveillance et du contrôle
des familles, ainsi que les préjudices
qui en découlent et se recoupent**

2

**La prestation de services comme
violence administrative**

3

Le signalement obligatoire

4

**Les enquêtes et interventions liées
à la surveillance et au contrôle
des familles**

5

**Les systèmes juridiques
qui s'entrecroisent**

6

**La prise en charge des enfants
par l'État et la séparation d'avec
la famille imposée par l'État**



**L'histoire partagée
et les préjudices
croisés
de la violence
fondée sur le sexe
(VFS)
et de la surveillance
et du contrôle
des familles**

« Nous avons donc bel et bien des systèmes, surtout le système de droit criminel,... qui ne font qu'ajouter du tort au tort déjà causé. Mes frères ne sont pas devenus des personnes plus douces après des périodes d'incarcération; ils ont subi encore plus de tort chaque fois qu'ils en sont sortis. Et leur capacité de causer du tort aux autres était tellement plus grande. »

— EXPERT COMMUNAUTAIRE



Soutenir les soins ancrés dans la communauté et respecter l'autodétermination



**Les ami·e·s, les voisin·e·s, les éducateurs·trices,
les collectifs, les leaders communautaires
et les organismes peuvent :**

Soutenir l'apprentissage transformateur pour toutes et tous

- ☐ Soutenir l'apprentissage transformateur pour toutes et tous.
- ☐ Enseigner et apprendre à reconnaître les cycles de tort afin de les briser.
- ☐ Rejeter les catégories simplistes de « victime » et d'« auteur de violence ».

Développer une responsabilité collective

- ☐ Mettre en place des approches collectives pour soutenir les personnes touchées par la violence fondée sur le sexe, y compris la violence entre partenaires intimes dans nos communautés, et y répondre.
- ☐ Mettre en commun les compétences et les ressources afin que les communautés, les familles et les pairs se sentent outillés pour soutenir leurs relations, y compris avec les survivantes et les personnes qui causent du tort, et puissent contribuer à la responsabilisation des institutions qui créent davantage de violence et de tort.

Développer les compétences et les connaissances nécessaires pour soutenir l'autodétermination des personnes survivantes de VFS

- ☐ Acquérir, mettre en pratique et appliquer les compétences nécessaires pour aider les personnes survivantes à définir ce que signifie la sécurité pour elles et les soutenir dans la concrétisation de cette vision.





UNPACKING INTERSECTIONS BETWEEN FAMILY POLICING & GENDER-BASED VIOLENCE

INFO
collected
in a
Literature
Review

REPORTING



GENDER-BASED
Violence
drives reports
to the POLICING
SYSTEM

FEAR of REPORTS

isolates survivors
and weaponizes the
system as a
TACTIC of ABUSE

MANDATED
REPORTING
Co-opts
Concerns
for
Wellbeing

using
A BLAME
oriented
Approach

FAMILY POLICING INVESTIGATIONS

SURVIVORS

OFTEN MOTHERS,
PROTECT their CHILDREN
BUT FACE STRUCTURAL
HARMS LIKE POVERTY,
PRECARIOUS STATUS,
LACK OF HOUSING



The SYSTEM uses
STEREOTYPES
of 'GOOD MOTHERS'
to shift Blame
to Survivor Mothers,
Framing them as
RISKS to their Children

The SYSTEM Treats
Fathers as 'Invisible' or
'Irredeemable' to AVOID
Engaging with them &
WORKING to REPAIR HARM

SUPPORT is
LIMITED, INAPPROPRIATE,
OR COERCED, with PATERNALISTIC
SURVEILLANCE

LEGAL SYSTEMS and COURT PROCESSES



Legal Processes

EG, FAMILY,
CRIMINAL,
IMMIGRATION

Can create
CONFLICTS & GAPS
increasing
VULNERABILITY & HARM

Criminalized SURVIVORS
FACE devastating IMPACTS
from the
FAMILY POLICING
SYSTEM



GOVERNMENT CUSTODY



CHILDREN & YOUTH
often face
GENDER-BASED VIOLENCE
IN GOVERNMENT CUSTODY

THE 'FOSTER CARE' SYSTEM
increases RISKS of
STRUCTURAL & INTERPERSONAL
GENDER-BASED VIOLENCE
IN ADULTHOOD

SYSTEMIC PATTERNS
of SURVEILLANCE
BLAME, THREATS, &
PUNISHMENT
MIRROR COERCIVE
CONTROLLING ABUSE

“

[Les lacunes] ont un coût énorme, parce que nous avons vu des femmes tout simplement passer entre les mailles du filet, et nous devons leur dire : « c'est ainsi que fonctionne le système », et c'est vraiment difficile à faire.

— **Expert·e communautaire**





Financer les services communautaires

Les bailleurs de fonds, les gouvernements, les législateurs·trices et les organismes peuvent :

Financer, en amont, un soutien holistique au bien-être des familles.



- Répondre aux besoins fondamentaux pour que toutes les familles puissent s'épanouir.
- Financer des modèles holistiques, centrés sur la famille, respectueux de la culture et tenant compte des traumatismes et de la violence.
- Financer des modèles relationnels, des modèles par les pairs, ainsi que les liens avec la communauté, la terre et la culture.

Accroître l'accès à des services communautaires inclusifs de lutte contre la violence pour les personnes qui ont subi un préjudice et celles qui ont causé un préjudice.



- Financer des services accessibles de lutte contre la violence qui répondent aux besoins des personnes survivantes marginalisées.
- Financer des services de lutte contre la violence et des soutiens à la guérison non carcéraux, au-delà de la dichotomie genrée victime / auteur de violence, et mobiliser les personnes qui ont causé un préjudice.

Les prestataires de services et les intervenant·e·s peuvent :

Prioriser l'autodétermination.



- Les prestataires de services peuvent soutenir les personnes survivantes qui accèdent à des services de soutien en mettant en œuvre des modèles de choix éclairés et en les aidant à faire des choix éclairés.



Signalement obligatoire

« Il y avait de la violence dans ma famille d'origine; cela aurait justifié une intervention. Mais... lorsque j'étais enfant, le fait de savoir que demander de l'aide institutionnelle aurait entraîné une séparation d'avec mes frères et sœurs m'a maintenue dans cette situation. »



Passer du signalement au soutien

Les ami·e·s, les voisin·e·s, les éducateurs·trices, les collectifs, les leaders communautaires et les organismes peuvent :

Maintenir un engagement et une pratique axés sur le soutien plutôt que le signalement

- ☐ Mettre les personnes survivantes et les familles en contact avec les soutiens de leur choix.
- ☐ Offrir du soutien par le choix éclairé, l'établissement d'objectifs et l'accompagnement afin de réduire les préjudices au minimum et de maximiser l'accès aux prestations.

Renforcer les capacités de soutien des personnes aidantes

- ☐ Concevoir des ressources et des occasions de développement des compétences pour renforcer les capacités de soutien des personnes aidantes.

Les prestataires de services, intervenant·e·s, gouvernements, législateurs·trices, bailleurs de fonds et organismes peuvent :

Militer pour mettre fin au signalement obligatoire

- ☐ Faire pression pour que les lois soient révisées et que les lois sur le signalement obligatoire soient abrogées; en C.-B., cela comprend les articles 13 et 14 de la *CFCSA* (loi sur les services à l'enfance, aux familles et aux communautés).





Enquêtes et interventions

« Certaines personnes avec qui nous travaillons... elles viennent tout juste de sortir d'une situation de violence avec le père de leur enfant, et maintenant elles doivent composer avec la surveillance et le contrôle des familles. Et savez-vous ce qu'elles disent? Elles auraient préféré être dans une relation de violence physique plutôt que d'avoir à composer avec le système de surveillance et de contrôle des familles. Parce que dans cette situation de [violence entre partenaires intimes], elles peuvent crier, hurler, peut-être riposter, peut-être établir des limites... mais elles ne peuvent rien faire de tout cela [par rapport au système de surveillance et de contrôle des familles]. »



Réduire au minimum les préjudices liés à la surveillance et au contrôle des familles et maximiser le soutien

Les ami·e·s, les voisin·e·s, le personnel enseignant, les collectifs, les leaders communautaires, les organismes, les prestataires de services et les intervenant·e·s peuvent :

Adopter une posture d'intervention pendant les enquêtes.

- ☐ Accompagner les familles pour être témoins des interactions et réclamer la responsabilisation pendant les enquêtes.
- ☐ Offrir un soutien continu pour atteindre les objectifs en matière de parentalité.
- ☐ Intervenir afin de réduire au minimum les torts et les « démarches imposées », et de maximiser les soutiens.

Les gouvernements, les législateurs·trices, les bailleurs de fonds et les agences peuvent :

Renforcer les approches fondées sur les droits et axées sur la responsabilisation.

- ☐ Veiller à ce que toutes les familles aient accès à des intervenant·e·s bien rémunéré·e·s et formé·e·s.
- ☐ Améliorer la transparence, la surveillance et les mécanismes fondés sur les droits afin de tenir les systèmes responsables.





Systèmes juridiques qui se recoupent

« Une personne survivante dont les enfants ont été pris en charge par l'État n'aurait pas la capacité de faire avancer ses demandes en droit de la famille, puisqu'elle n'assure plus les soins aux enfants. Un parent visé par une mesure d'expulsion pourrait potentiellement perdre, encore une fois, la possibilité de voir ses enfants nés au Canada et de s'en occuper. Une personne survivante qui fait face à des accusations criminelles aurait de la difficulté à obtenir des ordonnances de sécurité et de protection pour elle-même et ses enfants dans le système de droit familial. »



**Mettre en place,
à l'échelle
de plusieurs
systèmes,
des mesures
de soutien
à la défense
des droits,
ainsi que
des solutions
transformatrices,
en alternative
aux systèmes
juridiques
existants.**

**Les gouvernements, les législateurs·trices,
les bailleurs de fonds et les agences peuvent :**

**Mettre en œuvre des soutiens à la navigation
et à l'intervention multisystémiques.**

- ☐ Financer les services de garde d'enfants, la traduction et les personnes navigatrices de systèmes qui travaillent dans tous les systèmes.

**Mettre en œuvre des changements systémiques
pour lutter contre la discrimination, les lacunes
et les contradictions.**

- ☐ Examiner et réviser les lois qui touchent les familles, et assurer une cohérence centrée sur la famille dans l'ensemble des provinces et territoires.
- ☐ Veiller à ce que tous les acteurs·trices des systèmes juridiques (criminel, familial, protection de l'enfance) reçoivent une formation sur la sécurité culturelle, la pratique tenant compte des traumatismes et de la violence et l'incidence des stéréotypes entourant la VFS.

**Permettre un accès réel aux options de justice
autochtone, transformatrice et réparatrice.**

- ☐ Fournir un financement adéquat et stable aux solutions alternatives en matière de justice afin de remédier aux torts causés par la VFS.





**Prise
en charge
des enfants
par l'État
et séparation
des familles
imposée par
l'État**

**« Nous allons à la rencontre
des personnes là où
elles en sont et nous travaillons
à soutenir leurs objectifs. Cela
peut vouloir dire retrouver
la garde de leurs enfants avant
l'arrivée de leur nouveau bébé,
[ou] obtenir davantage d'accès
pour voir leurs enfants...
Et nous arrivons à voir
certaines de ces familles
réunies. C'est vraiment spécial.
Il peut falloir plus de 5 ans
pour que cela se produise. »**

— EXPERT COMMUNAUTAIRE



Soutenir le bien-être et les liens afin de réduire au minimum les préjudices liés à la séparation

Les ami·e·s, les voisin·e·s, le personnel enseignant, les collectifs, les leaders communautaires, les organismes, les prestataires de services et les intervenant·e·s peuvent :

Soutenir le bien-être des parents, des enfants et des familles — même pendant la séparation.

- ☐ Soutenir les objectifs et le bien-être des parents avant, pendant et après le retrait des enfants.
- ☐ Soutenir le bien-être des enfants et des jeunes avant, pendant et après le retrait menant à la prise en charge par l'État.
- ☐ Intervenir auprès des enfants, des jeunes, des parents, de la famille élargie et de la communauté afin de veiller à ce que leurs droits d'accès permettant de maintenir une relation soient respectés.
- ☐ Soutenir les membres de la famille afin qu'ils et elles puissent rester en lien et se rétablir lorsqu'ils et elles sont séparés et en cas de réunification.

Les gouvernements, les législateurs·trices, les bailleurs de fonds et les agences peuvent :

Veiller à ce que des ressources soient disponibles pour permettre aux familles de maintenir leurs relations.

- ☐ Fournir un financement adéquat et durable pour soutenir la communauté dans la facilitation de liens continus.

Mettre en œuvre des soutiens d'intervention si l'accès est refusé ou compromis.

- ☐ Veiller à ce qu'il existe des mécanismes rapides pour répondre aux préoccupations des familles concernant le maintien de l'accès et des liens.





Ressources portant sur les droits lors d'une enquête

- Ressources complémentaires :
 - Guide d'ancrage pour les avocat·e·s et intervenant·e·s.
 - Brochure accessible pour les parents.
- Objectifs :
 - Donner aux parents les moyens de prendre des décisions éclairées et de demander des processus d'enquête plus équitables.
 - Limiter la porte d'entrée vers une intervention de l'État continue et les préjudices qui en découlent.



West Coast LEAF

A Guide for Lawyers and Advocates on the Rights of Parents During Child and Family Services (CFS) Investigations

JUNE 2026



What are my rights during a “child protection” investigation?



West Coast LEAF



Contexte des ressources

- Les organismes de SEF en C.-B. enquêtent sur des milliers de signalements chaque année (55 000 en 2024-2025).
- Les enquêtes sont intrusives, traumatisantes et stigmatisantes. En C.-B., seulement la moitié des signalements sont évalués comme étant fondés.
- Répercussions disproportionnées sur les familles autochtones et d'autres familles.
- Surveillance et responsabilisation limitées.
- Peu d'information publique sur les droits en matière d'enquête, quel que soit le contexte canadien.



Exemples de droits

- Droit à un·e avocat·e.
- Droit de connaître les allégations portées contre vous.
- Droit à un·e interprète.
- Droit de refuser l'entrée au domicile, sauf dans des situations précises.
- Droit de ne pas parler à un·e travailleur·euse ou de ne pas répondre à certaines questions.
- Droit de porter plainte.
- **NOTE : la coopération n'a pas à être une question de tout ou rien.**



Exemples de formulations

- *Est-ce urgent? Est-ce que ça doit se faire maintenant?*
- *Je serais heureuse de fixer un autre moment pour en discuter.*
- *Je suis prêt·e à vous rencontrer à l'extérieur/à [lieu].*
- *Je ne comprends pas. J'ai besoin d'un interprète pour poursuivre.*
- *Pouvons-nous prendre une pause? Ma personne de soutien est en route.*
- *J'aimerais parler à mon avocat avant de répondre à vos questions. Pouvez-vous les mettre par écrit?*
- *J'aimerais parler à mon avocate avant de signer quoi que ce soit.*



Merci à nos incroyables expert·e·s communautaires

- A.N.
- Brylee
- C. K., Saulteaux Band
- Jay
- Johana
- Kori, Première Nation Long Plain
- ksasqt, Première Nation Westbank
- Langley
- Niiohontéhsha, Six Nations of the Grand River
- Reem
- Reina
- Salma
- Samar
- Sofia
- Tami
- Tammy
- Tanisha, Première Nation Pasqua
- Tessie, Première Nation Pasqua
- Vanessa
- W.A.
- de très nombreuses personnes contributrices anonymes





Merci à notre incroyable comité directeur

- Alysha McFadden
- Amy Zhou
- Cheyenne Stonechild, Première Nation Muscowpetung, Saskatchewan
- Blue Thunderbird Women, Première Nation Sandy Bay
- Huuyathl (Tabatha Frank), Première Nation Tla-o-qui-aht, Première Nation Ahousaht et Première Nation Muchalaht
- Lorelei Williams, Nation Skatin et Sts'ailes
- Louise B
- Rachel S
- Sandra Pronteau, Crie-Métisse
- Swallow Z.





WEST COAST LEAF / Safety Together



Merci à nos bailleurs de fonds



Women and Gender
Equality Canada

Femmes et Égalité
des genres Canada



Consultez le rapport à l'adresse westcoastleaf.org/safetytogether



Les personnes tenues de signaler ont fermé les yeux

Vous appelez cela la protection de l'enfance.
Moi, j'appelle cela une institution coloniale
avec un plus beau logo.

Vous dites que le système protège les
enfants.

Moi, je dis qu'il se protège lui-même—
surtout contre la responsabilisation.

Une fille autochtone comme moi
n'a jamais été vue comme une enfant à
sauver.

J'étais une statistique à gérer,
un dossier à déplacer,
un problème à relocaliser
quand les choses devenaient
inconfortables.

Cinquante-six déménagements.
Pas parce que j'étais en danger—
mais parce que vous étiez incapables
de regarder en face ce que votre propre
système avait créé.

Violence fondée sur le sexe?

Signalement obligatoire?
Vous avez rédigé ces lois
vous-mêmes,
et pourtant, vous m'avez
ignorée.

Vous avez quand même haussé
les épaules,
vous avez quand même classé
cela sous
« non fondé »,
vous m'avez quand même dit
de bien me comporter.

Dites-moi—
combien de fois un travailleur
des services à l'enfance et à la
famille (SEF)
a-t-il lu mon dossier
et vu les mots
« soupçonné », « préoccupant »,
« risque possible »,
et a décidé que sa paperasse
comptait plus que ma sécurité?

Vous avez formé le personnel à reconnaître
les préjudices
mais pas à agir
lorsqu'ils émanaient d'un foyer d'accueil
que vous aviez approuvé.

Vous leur avez enseigné les signes
de maltraitance envers les filles,
mais pas le courage
d'affronter les personnes qui signent leurs
chèques de paie.

Vous appelez cela de la surveillance.
Moi, j'appelle cela de la complicité.

Alors parlons politique :



Les personnes tenues de signaler ont détourné le regard

Votre système repose sur la même ossature que les pensionnats : retirer l'enfant, effacer la culture, prétendre que c'est pour son bien. Des bâtiments différents, les mêmes intentions. Un langage moderne, la même violence.

Et quand j'ai pris la parole, quand j'ai dit « Je ne suis pas en sécurité », le système m'a collé l'étiquette « cherche à attirer l'attention ». « Insolente ». « Difficile ». En clair, ça veut dire : une fille qu'on n'a pas crue, dans un système qui avait peur d'être démasqué.

Mais voici ce que vous n'aviez pas prévu :

j'ai grandi.
J'ai appris l'histoire.
J'ai appris les enjeux politiques.
J'ai compris que mon histoire n'est pas un accident :

c'est le résultat de politiques, d'une conception coloniale, d'un sous-financement intentionnel, d'un pays qui pense que les filles autochtones sont assez résilientes pour survivre à tout, de sorte qu'il n'a jamais à nous protéger.

Eh bien, me voici.

Pas silencieuse.

Pas reconnaissante.

Pas là pour embellir vos rapports.

Je suis une femme autochtone adulte qui se souvient de tout ce que vous espériez me voir oublier.

Et maintenant, je dis la vérité que vous aviez le mandat de signaler.

Par TM